

Commission: Conseil économique et social

Question : Un nouveau système financier facteur d'équité et de stabilité

Auteur : Inde

Le monde est à un tournant économique majeur. La technicité accrue dans le monde de l'entreprise pousse à la raréfaction du travail. Plus de chômage, une reprise mondiale plutôt lente, et l'incertitude autour de gouvernements puissants tel que les Etats-Unis nous obligent à rénover le système financier mondial, devenu obsolète face aux exigences globales. L'Inde est convaincue que les inégalités, principalement liées au facteur économique sont négatives, nous devons nous imposer comme un modèle de croissance.

L'économie mondiale doit s'appuyer non pas sur quelques pays, mais sur tous. Cependant, des états jouissant d'une situation économique solide, tel que le nôtre, doivent s'imposer comme leaders de ce nouveau système, afin de garantir une croissance mondiale. Un nouveau Bretton-Woods doit se ratifier, en s'appuyant davantage non plus sur les acteurs d'hier, mais ceux d'aujourd'hui : les BRICS. D'autant plus que de nombreux aspects peu présents lors des accords financiers mondiaux le sont maintenant (internet, l'émergence de nouvelles puissances, les crises...)

Le pouvoir économique et financier mondial de notre pays est une évidence aujourd'hui. Notre PIB croît d'environ 7% par an. Internationalement, nous sommes aussi présents, que ce soit par le biais d'accords commerciaux avec la Corée du Sud ou Mercosur ; ou bien par le biais de nos investissements. Ainsi, l'Inde a investi ,en 2016, 80 Mi de \$ en Afrique.

nous devons remettre en question le système qui régit nos pays. Notre pays n'est pas contre le libéralisme, mais ce dernier ne doit pas être total, un contrôle des flux commerciaux et surtout financiers est indispensable, afin de garantir la stabilité économique du pays. Par exemple, nous n'avons pas ratifié en 2014 un accord de l'OMC pour la facilitation des échanges. De plus, nos banques implantées sur notre territoire sont sous la tutelle de la Central Bank of India, afin d'éviter quelconques abus.

Cependant, nous invitons les pays étrangers à venir en Inde et à investir, nous avons élargi le champ des investissements directs étrangers (IDE) aux secteurs de la défense et des assurances en 2014. De plus, nous limitons le contrôle de la Central Bank of India sur les entreprises : une entreprise peut être à 100% étrangère sans part de l'État indien. Enfin, les nouvelles technologies, que nous développons énormément, poussent les investisseurs étrangers à venir, combiné au taux de croissance de l'Inde, notre pays devient attrayant.

À l'intérieur, nos investissements se sont historiquement centrés sur des secteurs précis, comme l'agriculture dès 1950. Maintenant, l'objectif est de limiter la pauvreté et garantir un accès à l'éducation. C'est dans ces secteurs que l'Inde investit de plus en plus. Nous sommes sur le bon chemin, le taux de pauvreté est passé de 36 % en 1994 à 28 % en 2007. Notre fort TCAM pousse à plus de politiques sociales, par exemple, l'Inde a mis en œuvre des programmes sociaux dans l'éducation, l'emploi (NREGA) en 2004 .